

Art. 8. Dit decreet treedt in werking op 1 oktober 2022.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 23 juni 2022.

De Minister-President,

P.-Y. JEHOLET

De Vicepresident en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke kansen
en het toezicht op *Wallonie-Bruxelles Enseignement*,

F. DAERDEN

De Vicepresident en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,

B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Universitaire ziekenhuizen,
Hulpverlening aan de jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel,

V. GLATIGNY

De Minister van Onderwijs,

C. DESIR

Nota

Zitting 2021-2022

Stukken van het Parlement. Ontwerp van decreet, nr. 397-1. - Verslag van de commissie, nr. 397-2 - Tekst
aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 397-3

Integraal verslag. - Bespreking en aanneming. - Vergadering van 22 juni 2022.

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2022/41491]

2 JUIN 2022. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant modification de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 septembre 2019 relatif aux Cabinets des Ministres du Gouvernement de la Communauté française, au Secrétariat du Gouvernement de la Communauté française et au SePAC

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, telle que modifiée, l'article 87, § 3 ;

Vu le décret du 20 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des Services du Gouvernement de la Communauté française, tel que modifié, l'article 66 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 décembre 2012 portant diverses mesures relatives à l'exécution du budget et aux comptabilités budgétaire et générale, tel que modifié, l'article 44 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 septembre 2019 relatif aux Cabinets des Ministres du Gouvernement de la Communauté française, au Secrétariat du Gouvernement de la Communauté française et au SePAC ;

Vu le protocole d'accord du 19 novembre 2014 entre le Gouvernement wallon et le Gouvernement de la Communauté française définissant la centralisation des activités et les synergies en termes de fonctionnement et d'organisation des « Secrétariats pour l'Aide à la gestion et au Contrôle internes des cabinets ministériels (SePAC) des Gouvernements wallon et de la Communauté française » ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 20 mai 2022 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 2 juin 2022 ;

Sur la proposition du Ministre-Président ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 22 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 septembre 2019 relatif aux Cabinets des Ministres du Gouvernement de la Communauté française, au Secrétariat du Gouvernement de la Communauté française et au SePAC est remplacé par ce qui suit :

« **Art. 22. § 1^{er}.** Il est alloué aux agents désignés dans les Cabinets ministériels, à l'exception des experts et des étudiants, un pécule de vacances, une allocation de fin d'année, des chèques repas et une allocation de foyer ou de résidence s'ils en remplissent les conditions d'attribution fixées par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 30 août 2001 attribuant une allocation de foyer ou de résidence aux agents des Services du Gouvernement, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des Organismes d'intérêt public relevant du Comité de Secteur XVII.

§ 2. Il est alloué aux agents détachés dans les Cabinets ministériels, statutaires ou contractuels, des chèques repas. »

Art. 2. La section 12 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« **Section 12. – Collaborateurs des Ministres sortis de charge**

Art. 45. Pour l'application de la présente section, il faut entendre par :

1° Gouvernement sortant : Gouvernement de la législature précédente ;

2° Gouvernement en fonction : Gouvernement actuellement au pouvoir ;

3° Ministre(s) sorti(s) de charge : Membre(s) du Gouvernement sortant, n'exerçant plus de mandat ministériel, ni la fonction de Président d'assemblée, et ayant été en fonction pendant plus de six mois ;

4° Ministre-Président : Le Ministre-Président du Gouvernement en fonction.

Art. 46. § 1^{er}. Un agent à temps plein ou deux agents à mi-temps peuvent être désignés ou détachés auprès de chaque Ministre sorti de charge.

Ces agents sont dénommés ci-après « les collaborateurs de(s) Ministre(s) sorti(s) de charge ».

§ 2. Le Ministre sorti de charge, qui était membre de plusieurs Gouvernements, ne peut bénéficier de collaborateurs de Ministre sorti de charge qu'auprès d'un seul Gouvernement.

Art. 47. § 1^{er}. Les collaborateurs des Ministres sortis de charge sont désignés ou détachés par le Ministre-Président, sur proposition du Ministre sorti de charge.

§ 2. Ils sont placés sous la responsabilité du Ministre sorti de charge. La gestion administrative de leur dossier est confiée au Service permanent d'aide, de gestion, d'audit et de contrôle des cabinets ministériels (SePAC).

Art. 48. Les collaborateurs des Ministres sortis de charge ont soit le grade de niveau 1, soit le grade de collaborateur.

Art. 49. § 1^{er}. La durée de la désignation ou du détachement des collaborateurs de Ministre sorti de charge est calculée, pour chaque Ministre sorti de charge, au prorata de la durée de son mandat ministériel exercé, sans pouvoir être inférieure à 6 mois et supérieure à 2 ans.

§ 2. Entre en ligne de compte pour la détermination de la période visée au § 1^{er}, l'exercice ininterrompu de mandats ministériels a Wallonie-Bruxelles et est fixée comme suit :

- pour les agents de niveau 1, l'échelle de rémunération 120/1 ;
- pour les collaborateurs de niveau 2+, l'échelle de rémunération 260/3 ;
- pour les collaborateurs de niveau 2, l'échelle de rémunération 210/2.

L'ancienneté réelle sera établie et valorisée conformément aux règles applicables au sein du ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles, sur la base d'un curriculum vitae actualisé et d'une ou plusieurs attestation(s) de services antérieurs au sein d'un ou de plusieurs Gouvernements de quelque niveau de pouvoir que ce soit.

Art. 50. § 1^{er}. La rémunération octroyée aux collaborateurs des Ministres sortis de charge désignés est basée sur les barèmes de rémunération applicables au ministère de la Fédération

§ 2. Il est alloué aux collaborateurs des Ministres sortis de charge détachés une indemnité équivalente à l'allocation annuelle de cabinet fixée comme suit à l'indice 138,01 :

- pour les agents de niveau 1, à un montant compris entre 3.402,84 € et 6.465,39 € ;
- pour les collaborateurs, à un montant compris entre 2.381,99 € et 4.423,69 €.

§ 3. Les collaborateurs des Ministres sortis de charge ne peuvent bénéficier de majoration, d'indemnité, d'abonnement, de contre-valeur financière, de chèques-repas, d'allocation forfaitaire de départ, de frais ou de remboursements quelconques.

Art. 50/1. La résidence administrative des collaborateurs des Ministres sortis de charge est fixée au domicile du Ministre sorti de charge.

Art. 50/2. Les collaborateurs de Ministre sorti de charge exercent des missions en lien avec les anciennes fonctions ministérielles des Ministres sortis de charge, et assurent, plus particulièrement, le suivi et la clôture des activités liées au mandat ministériel.

Art. 50/3. § 1^{er}. Le Ministre-Président met fin à la désignation ou au détachement des collaborateurs des Ministres sortis de charge au plus tard à la fin de la période visée à l'article 49, § 1^{er}.

§ 2. Le Ministre sorti de charge peut communiquer au Ministre-Président sa volonté de mettre fin, de manière anticipée, à la désignation ou au détachement du collaborateur du Ministre sorti de charge, moyennant le respect de la procédure de fin de fonction prévue par la circulaire du Gouvernement fixant les procédures relatives au fonctionnement des Cabinets ministériels, du Secrétariat du gouvernement et du SePAC. ».

Art. 3. Dans le même arrêté, il est inséré un article 56/1, rédigé comme suit :

« **Art. 56/1. § 1^{er}.** Par dérogation à l'article 46, les Ministres sortis de charge continuent de bénéficier des collaborateurs de Ministre sorti de charge mis à leur disposition avant l'entrée en vigueur du présent arrêté.

§ 2. Par dérogation à l'article 49, la durée de la mise à disposition des collaborateurs des Ministres sortis de charge visés au paragraphe 1^{er} est calculée au prorata de la durée du mandat ministériel exercé par le Ministre sorti de charge, sans pouvoir être inférieure à un an et supérieure à cinq ans.

§ 3. Dans l'hypothèse d'une fin de fonction anticipée, les collaborateurs des Ministres sortis de charge visés au paragraphe 1^{er} ne pourront pas être remplacés. ».

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur 10 jours après sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 2 juin 2022.

Le Ministre-Président,
P.-Y. JEHOLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique,
de l'Égalité des chances et de la tutelle sur Wallonie Bruxelles Enseignement,
F. DAERDEN

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture,
des Médias et des Droits des Femmes,
B. LINARD

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires,
de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,
V. GLATIGNY

La Ministre de l'Éducation,
C. DESIR

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2022/41491]

2 JUNI 2022. — Besluit van de regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 20 september 2019 betreffende de kabinetten van de ministers van de regering van de Franse Gemeenschap, het secretariaat van de regering van de Franse Gemeenschap en de SePAC

De regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, zoals gewijzigd, artikel 87, § 3;

Gelet op het decreet van 20 december 2011 houdende regeling van de begroting en de boekhouding van de Diensten van de regering van de Franse Gemeenschap, zoals gewijzigd, artikel 66;

Gelet op het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 13 december 2012 houdende verschillende maatregelen betreffende de uitvoering van de begroting en betreffende de begrotingsboekhouding en de algemene boekhouding, zoals gewijzigd, artikel 44;

Gelet op het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 20 september 2019 betreffende de kabinetten van de ministers van de regering van de Franse Gemeenschap, het secretariaat van de regering van de Franse Gemeenschap en de SePAC;

Gelet op het akkoordprotocol van 19 november 2014 tussen de Waalse regering en de regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de centralisatie van de activiteiten en de samenwerkingsverbanden inzake werking en organisatie met de "Secrétariats pour l'Aide à la gestion et au Contrôle internes des cabinets (SePAC) » (Secretariaten voor Steun voor het interne beheer en het interne toezicht op de Kabinetten) van de regering van de Franse Gemeenschap en van de Waalse regering;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 20 mei 2022;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 2 juni 2022;

Op de voordracht van de Minister-President;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 22 van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 20 september 2019 betreffende de kabinetten van de ministers van de regering van de Franse Gemeenschap, het secretariaat van de regering van de Franse Gemeenschap en van SePAC, wordt vervangen door hetgeen volgt:

"**Art. 22. § 1.** Aan de in de ministeriële kabinetten aangestelde ambtenaren, met uitzondering van de deskundigen en de studenten, wordt een vakantie-uitkering, een eindejaarstoelage, maaltijdcheques en een haard- of standplaats-toelage toegekend, indien zij voldoen aan de toekenningsvoorwaarden bepaald in het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 30 augustus 2001 houdende toekenning van een haard- of standplaatstoelage aan de ambtenaren van de regeringsdiensten, van de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector en van de Instellingen van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII ressorteren.

§ 2. Maaltijdcheques worden toegekend aan de bij de ministeriële kabinetten gedetacheerde ambtenaren, ongeacht of het gaat om statutaire dan wel contractuele personeelsleden."

Art. 2. Afdeling 12 van hetzelfde besluit wordt vervangen door hetgeen volgt:

"**Afdeling 12 - Medewerkers van ministers die hun ambt neerleggen**

Art. 45. Voor de toepassing van deze afdeling wordt verstaan onder:

1° aftredende regering: de regering van de vorige legislatuur;

2° ambtsvoerende regering: de regering die thans aan de macht is;

3° minister(s) die zijn/hun ambt heeft/hebben neergelegd: lid (leden) van de aftredende regering, dat/die niet langer een ministerieel mandaat of het ambt van voorzitter van een vergadering bekleedt/bekleden, en dat/die sedert meer dan zes maanden zijn ambt heeft/hebben bekleed;

4° minister-president: de ambtsvoerende minister-president van de regering.

Art. 46 § 1. Bij elke minister die zijn ambt heeft neergelegd, kunnen één voltijds of twee halftijds aangestelde of gedetacheerde personeelsleden worden aangewezen.

Deze ambtenaren worden hierna "de medewerkers van de minister(s) die zijn/hun ambt heeft/hebben neergelegd" genoemd.

§ 2. Een minister die zijn ambt heeft neergelegd en lid was van verschillende regeringen, kan slechts medewerkers krijgen toewezen die met één enkele regering worden verbonden.

Art. 47 § 1. De medewerkers van ministers die hun ambt hebben neergelegd, worden op voordracht van de minister die zijn ambt heeft neergelegd, door de minister-president aangesteld of gedetacheerd.

§ 2. Zij worden geplaatst onder de verantwoordelijkheid van de minister die zijn ambt heeft neergelegd. Het administratieve beheer van hun dossier is toevertrouwd aan de Vaste dienst voor bijstand, beheer, audit en controle van de ministeriële kabinetten (SePAC).

Art. 48. De medewerkers van ministers die hun ambt hebben neergelegd, hebben hetzij een graad van niveau 1, hetzij de graad van medewerker.

Art. 49 § 1. De duur van de aanstelling of de detachering van de medewerkers van een minister die zijn ambt heeft neergelegd, wordt voor iedere minister die zijn ambt heeft neergelegd, berekend naar evenredigheid van de duur van het uitgeoefende ministeriële mandaat, zonder dat deze duur minder dan 6 maanden en meer dan 2 jaar mag bedragen.

§ 2. Voor de vaststelling van de in § 1 bedoelde periode wordt rekening gehouden met de ononderbroken uitoefening van ministeriële mandaten binnen een of meer regeringen op enig machtsniveau.

Art. 50 § 1. De bezoldiging die wordt toegekend aan de aangewezen medewerkers van de ministers die hun ambt hebben neergelegd, is gebaseerd op de bezoldigingsschalen die van toepassing zijn op het personeel van het ministerie van de Federatie Wallonië-Brussel en wordt als volgt vastgesteld:

- voor ambtenaren van niveau 1, salarisschaal 120/1;
- voor medewerkers van niveau 2+, salarisschaal 260/3;
- voor medewerkers van niveau 2, salarisschaal 210/2.

De werkelijke anciënniteit zal worden vastgesteld en gewaardeerd overeenkomstig de binnen het ministerie van de Federatie Wallonië-Brussel geldende regels, op basis van een bijgewerkt curriculum vitae en een of meer attesten van vroegere dienstprestaties.

§ 2. Aan gedetacheerde medewerkers van ministers die hun ambt hebben neergelegd, wordt een vergoeding uitgekeerd die gelijk is aan de jaarlijkse kabinetsvergoeding, bepaald als volgt op het indexcijfer 138,01:

- voor ambtenaren van niveau 1, tot een bedrag tussen 3.402,84 euro en 6.465,39 euro;
- voor medewerkers, tot een bedrag tussen 2.381,99 euro en 4.423,69 euro.

§ 3. Medewerkers van Ministers die hun ambt hebben neergelegd, hebben geen recht op een verhoging, een vergoeding, een abonnement, een financiële tegenwaarde, maaltijdcheques, een forfaitaire vertrektoelage, kosten of terugbetalingen van welke aard ook.

Art. 50/1. De administratieve standplaats van de medewerkers van ministers die hun ambt hebben neergelegd, wordt vastgesteld op de standplaats van de minister die zijn ambt heeft neergelegd.

Art. 50/2. De medewerkers van de minister die zijn ambt heeft neergelegd, voeren opdrachten uit die verband houden met de vroegere ministeriële ambten van de ministers die hun ambt hebben neergelegd, en zorgen inzonderheid voor de follow-up en de afsluiting van de activiteiten in verband met het ministerieel mandaat.

Art. 50/3 § 1. De minister-president beëindigt de aanstelling of de detachering van medewerkers van ministers die hun ambt hebben neergelegd uiterlijk bij het verstrijken van de in artikel 49, § 1 bedoelde periode.

§ 2. De minister die zijn ambt heeft neergelegd, kan de minister-president in kennis stellen van zijn wil om de aanstelling of de detachering van de medewerker van de minister die zijn ambt heeft neergelegd, vervroegd te beëindigen, op voorwaarde dat de procedure voor de beëindiging van zijn ambt wordt nageleefd, zoals bepaald in de omzendbrief van de regering tot vaststelling van de procedures voor de werking van de ministeriële kabinetten, het regeringssecretariaat en de SePAC. “.

Art. 3. In hetzelfde besluit wordt een artikel 56/1 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. 56/1. § 1. In afwijking van artikel 46 behouden ministers die hun ambt hebben neergelegd, het genot van de medewerkers van een ministers die zijn ambt heeft neergelegd en die hun vóór de inwerkingtreding van dit besluit ter beschikking werden gesteld.

§ 2. In afwijking van artikel 49 wordt de duur van de terbeschikkingstelling van de medewerkers van ministers die hun ambt hebben neergelegd als bedoeld in paragraaf 1 berekend naar evenredigheid van de duur van het ministerieel mandaat dat werd uitgeoefend door de minister die zijn ambt heeft neergelegd, doch kan deze niet korter zijn dan één jaar en niet langer dan vijf jaar.

§ 3. In geval van vervroegde beëindiging van het ambt kunnen de in paragraaf 1 bedoelde medewerkers van de ministers die hun ambt hebben neergelegd, niet worden vervangen.

Art. 4. Dit besluit treedt in werking 10 dagen na zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Brussel, 2 juni 2022.

De minister-president,
P.-Y. JEHOLET

De vicepresident en minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke Kansen en het Toezicht op WBE,
F. DAERDEN

De vicepresident en minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,
B. LINARD

De minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Universitaire Ziekenhuizen,
Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel,
V. GLATIGNY

De minister van Onderwijs,
C. DESIR

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2022/204087]

25 MAI 2022. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant la partie réglementaire du Livre II du Code de l'environnement, contenant le Code de l'eau, en vue de réviser les conditions de la pose de limiteurs de débit par les distributeurs

Le Gouvernement wallon,

Vu le Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau, les articles D.204, D.207 et D.232;

Vu la partie réglementaire du Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 juin 2017 portant organisation des contrôle et audit internes budgétaires et comptables ainsi que du contrôle administratif et budgétaire des Services du Gouvernement wallon, des services administratifs à comptabilité autonome, des entreprises régionales, des organismes et du Service du Médiateur et la Commission wallonne pour l'énergie en Région wallonne;